

L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE EN ALGERIE : BILAN ET ANALYSES APRES 13 ANS D'EXISTENCE OFFICIELLE

ECONOMIC INTELLIGENCE IN ALGERIA: REVIEW AND ANALYSIS AFTER 13 YEARS OF OFFICIAL EXISTENCE

Mohand Amokrane BELKACEMI
EHEC, labo Permanan, Algérie
Belkacemi.hec@hotmail.fr

Nicolas MOINET
IAE de Poitiers, France
nmoinet@poitiers.iae-france.fr

Hichem Sofiane SALAOUATCHI
EHEC, labo Permanan, Algérie
h.s.salaouatchi83@gmail.com

Date Soumission :2019-03-06	Date Acceptation :2019-05-30	Date Publication : 2019-06-02
-----------------------------	------------------------------	-------------------------------

Résumé :

L'intelligence économique est toujours un sujet d'actualité. C'est d'abord une dynamique puis un système et des outils qui permet à la fois de suivre l'évolution de l'environnement à travers l'activité du renseignement, à la fois de se protéger et d'influencer. Elle est donc à la fois offensive et défensive. L'Algérie comme beaucoup de pays s'est intéressée à ce mode de management moderne et efficient. Cet article permet de dresser une image de l'intelligence économique en Algérie.

Mots clés : veille stratégique, intelligence économique, sécurité, système d'information.

Summary:

Economic intelligence is always a topical subject. It is a dynamic, a system and tools that allows to monitor the evolution of the environment through the activity of intelligence, to protect itself and to influence. So it is both offensive and defensive. Algeria as many countries has been interested in this modern and efficient management mode. This article provides a picture of economic intelligence in Algeria.

Keywords: strategic intelligence, economic intelligence, security, information system.

1- Introduction

De nos jours, l'intelligence économique dans toutes ses dimensions (de l'Etat à l'entreprise) est devenue une condition *sine qua non* dans les pratiques managériales. Elle représente un système, une dynamique et des pratiques qui permettent à toute organisation de maîtriser ses flux d'information, de protéger son patrimoine immatériel et d'agir sur les cibles à influencer en sa faveur.

Au niveau des hautes institutions publiques algériennes, l'intelligence économique a connu beaucoup de variations, depuis son intégration officielle jusqu'aujourd'hui (Belkacemi, 2018). Plusieurs acteurs nationaux et internationaux sont intervenus dans le processus d'intégration de

la démarche dans l'objectif de bien installer et inculquer l'intelligence économique dans les pratiques économique du pays.

L'objet de cet article est de répondre à la question suivante : ***l'Algérie a-t-elle réuni les conditions nécessaires pour la pratique de l'intelligence économique au niveau national ?***

Pour répondre à cette question principale, nous nous sommes posés deux questions de réflexion :

Finally, qu'est-ce que l'intelligence économique ?

Que doit constituer un système d'intelligence économique national ?

Pour répondre à cette question, nous définirons d'abord l'intelligence économique avec ses différentes composantes, expliquerons ensuite les conditions minimales pour un système d'intelligence économique et dresserons enfin une image de l'intelligence économique au niveau national en Algérie. Pour ce faire, l'approche épistémologique sera de type constructiviste. (Belkacemi, 2018).

2- L'intelligence économique : quèsaco ?

Définir l'intelligence économique revêt une grande importance vu les divergences d'interprétations qui existent entre les sphères académiques, économique ou militaire. Les différentes définitions propres aux différentes disciplines a rendu la définition complexe (Carayon, 2003).

2-1. Difficultés de définition

L'intelligence économique est une notion floue aux contours incertains (Moinet, 2010) et ce malgré sa large médiatisation (Moinet & Bulinge, 2013).

Officiellement, l'intelligence économique est apparue en 1994 avec la parution du rapport « Intelligence économique et stratégie des entreprises » dit rapport Martre (Martre, 1994).

Plusieurs définitions coexistent en intelligence économique ; chaque auteur annonce sa propre conception ce qui rend la définition complexe (Carayon, 2003). La difficulté de sa définition réside aussi dans sa multidisciplinarité (Bruté de Rémur, 2006). Cela donne une difficulté de formuler une définition satisfaisant le commun des mortels (Daguzan, 2004).

Dans la définition de l'intelligence économique, certains auteurs se basent sur la méthodologie du cycle de renseignement (Besson & Possin, 2002) ; (Revelli, 2000) ; (Pateyron, 1998). Certaines définitions se différencient en matière de destinataires de l'intelligence économique : certains la réservent à l'entreprise (Colletis, 2007) ; (Baumard, 1991)). Une autre définition met l'accent sur les agents économiques (Pateyron, 1998).

2-2. La solution pour définir l'intelligence économique : le syncrétisme

Nous pouvons affirmer que le syncrétisme est la solution adéquate pour donner une définition acceptée par tous les milieux (chercheurs, praticiens, politiciens,...)

Pour lever les ambiguïtés, nous avons sélectionné les définitions suivantes :

Parmi les définitions les plus citées et connues, nous ne pouvons omettre de citer celle du rapport Martre fondateur de l'intelligence économique en France. Sa définition est globale et complète. Elle cite les modalités de traitement de l'information et donne la finalité de l'intelligence économique :

«L'intelligence économique peut être définie comme l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques. Ces diverses actions sont menées légalement avec toutes les garanties de protection nécessaires à la préservation du patrimoine de l'entreprise, dans les meilleures conditions de qualité, de délais et de coût. L'information utile est celle dont ont besoin les différents niveaux de décision de l'entreprise ou de la collectivité, pour élaborer et mettre en œuvre de façon cohérente la stratégie et les tactiques nécessaires à l'atteinte des objectifs définis par l'entreprise dans le but d'améliorer sa position dans son environnement concurrentiel. Ces actions, au sein de l'entreprise, s'ordonnent en cycle ininterrompu, générateur d'une vision partagée des objectifs à atteindre.» (Martre, 1994)p. 11.

Pionnier de l'intelligence économique, Christian Harbulot la définit comme :

« la recherche et l'interprétation systématique de l'information accessible à tous, afin de décrypter les intentions des acteurs et de connaître leurs capacités. Elle comprend toutes les opérations de surveillance de l'environnement concurrentiel (protection, veille, influence) et se différencie du renseignement traditionnel par : la nature de son champ d'application, puisque qu'elle concerne le domaine des informations ouvertes, et exige donc le respect d'une déontologie crédible ; L'identité de ses acteurs, dans la mesure où l'ensemble des personnels et de l'encadrement – et non plus seulement les experts – participent à la construction d'une culture collective de l'information ; ses spécificités culturelles, car chaque économie nationale produit un modèle original d'intelligence économique dont l'impact sur les stratégies commerciales et industrielles varie selon les pays. » (Harbulot, s.d.)

Alain Juillet a donné une définition qui reprend le champ d'application de l'intelligence économique, son utilité ainsi que ses acteurs. :

«l'intelligence économique consiste en la maîtrise et la protection de l'information stratégique par tout acteur économique et a pour triple finalité la compétitivité du tissu industriel, la sécurité de l'économie et des entreprises et le renforcement de l'influence de notre pays. » (Juillet, 2005) p2. (<http://www.ege.fr/download/referentielle.pdf> (le 25/04/2016 à 11:12)

En conclusion, nous pouvons dire que « l'intelligence économique s'avère être à l'intersection de trois axes-clés, à savoir : la veille ; la sécurisation du patrimoine informationnel et enfin l'influence. Ces trois paramètres majeurs se déclineront ainsi :

- ❖ **la veille** (sous-tendue par la production de l'information) : il s'agit de l'information utile et non de l'espionnage industriel ;
- ❖ **La sécurisation de l'information** : il s'agit de prendre les dispositions nécessaires pour sécuriser son patrimoine informationnel ;
- ❖ **L'influence** par les actions de lobbying : il s'agit d'agir sur l'environnement pour l'influencer à son avantage.

- ❖ *L'intelligence économique concerne à la fois les entreprises et à la fois l'Etat et ses institutions.* » (Belkacemi, 2018) p.60.

3- Les conditions minimales pour une bonne pratique de l'intelligence économique

Pour réaliser notre recherche sur le terrain, nous étions amenés à déterminer des axes de recherche qui représentent les conditions minimales pour une bonne pratique de l'intelligence économique au niveau national (Belkacemi, 2018).

Les conditions sont une politique publique bien définie, une formation adaptée, une synergie public-privé, la production de connaissances, la sensibilisation et l'implication des entreprises et un système d'information national efficace.

3-1. Une politique publique bien définie

Une politique publique d'intelligence économique est historiquement parlant créée en France suite au rapport « Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale » dit rapport Carayon et le contexte international qu'il a exposé.

Dans son rapport, Bernard Carayon met l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre une politique publique d'intelligence économique, celle-ci ne devant pas être uniquement l'affaire de spécialistes mais bien une affaire d'Etat. Aussi écrit-il :

« La souveraineté des États est en partie portée désormais par des technologies-clefs issues des entreprises... L'intelligence économique est certes encore aujourd'hui l'affaire de spécialistes amateurs de colloques, détenant quelque savoir secret habillé de jargons anglo-saxons ...L'intelligence économique ne peut être réduite à cela : elle doit devenir une véritable politique publique, à l'instar des politiques d'environnement, de santé et de fiscalité. » (Carayon, 2003) pp. 17-19.

3-2. Une formation adaptée

S'agissant de la formation en intelligence économique, le retour d'expérience français montre qu'elle est la clé de voûte du dispositif (Marcon, Moinet, 2007) car outre les compétences indispensables aux démarches de veille, de sécurité économique ou d'influence, elle seule permet de développer une culture et au-delà une posture favorable à la mise en œuvre de stratégies-réseaux (Marcon, Moinet, 2008). Les principaux rapports de l'intelligence économique en France ont d'ailleurs consacré des parties importantes où ils ont mis en valeur l'importance de former à l'intelligence économique (Martre, 1994) (Carayon, 2003). Concrètement, la trentaine de formations a permis en vingt ans de former des milliers de professionnels tant en formation initiale qu'en formation continue.

3-3. Une synergie public-privé

Grâce à la synergie public/privé, les principes fondamentaux de la stratégie (liberté d'action, concentration des efforts et économie des forces) sont appliqués (Moinet, 2011) et permettent la mise en œuvre d'un renseignement dit « glocal » (Harbulot, 1992) dont le Japon a été l'initiateur dans les années 70 et 80 avant, pour devenir alors la deuxième puissance économique mondiale :

- le principe de *liberté d'action* implique une vision globale des rapports de force existants entre les différents acteurs d'un système ;
- le principe de *concentration des efforts* appelle la mise en place des réseaux de connaissance ;
- le principe d'*économie des forces* demande de faire coexister les deux précédents principes.

3-4. La production de connaissances (Think-tanks, centres de recherche, universités)

Alain Juillet et Eric Delbecq défontissent les think-tanks comme : « *Armes principales du management des perceptions, elles servent à élaborer ou imposer un ordre, une évolution et même des intérêts. Elles les justifient ou parfois dissimulent leurs significations profondes et essentielles. Au sens strict, elles s'imposent comme stratégiques puisqu'elles servent à configurer un rapport de force, à prendre l'avantage sur d'autres acteurs (Etats, entreprises, associations, individus, leaders d'opinion, médias, etc.)* » (Semani, 2016) p.7.

En examinant bien quelques dispositifs d'intelligence économique, nous avons observé que les think-tanks jouent un rôle important dans les dispositifs d'intelligence économique –à l'instar de celui des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Les centres de recherche et les universités sont aussi importants et produisent beaucoup d'informations.

3-5. La sensibilisation et l'implication des entreprises

L'entreprise étant un acteur central dans toute économie libérale, elle est la première à être impliquée dans une démarche d'intelligence économique. Tout le dispositif tourne autour d'elle. C'est pourquoi les entreprises doivent être impliquées et sensibilisées à la pratique.

Le Député Carayon a abordé cette question de la sensibilisation et a formulé une proposition (la 38^{ème}) sur la poursuite et le renforcement de la sensibilisation des chefs d'entreprises. (Carayon, 2003).

Le travail de sensibilisation peut être assuré par les chambres de commerce, les universités, les clubs d'export, les associations de travail,...

3-6. Un système d'information national efficace

L'information étant devenue une clé de la compétitivité, l'Etat, les territoires et les entreprise doivent penser collectivement leur organisation pour y avoir accès, la traiter et surtout en faire une connaissance actionnable (Moinet, 2011).

Il y a bientôt trente ans, le rapport « Information et compétitivité » présidé par René Mayer (Mayer & Cossé , 1990) comprenait déjà plusieurs propositions pour améliorer l'existant en matière de l'information en France. Parmi les propositions, nous en citerons celle portant sur « *la gestion et l'amélioration de l'offre publique en information* ».

Le rapport Martre (Martre, 1994) n'a pas manqué aussi de traiter de la question de l'information en soulignant l'importance de « *l'optimisation des flux d'informations entre le secteur privé ou le secteur public* » où il a fait remarquer les capacités de l'Etat et de l'administration publique dans le management de l'information -de sa collecte à sa diffusion -.

Leurs capacités sont complémentaires à celles des collectivités locales et des entreprises. Dans le rapport, est abordé également le point portant sur « *la conception des banques de données en fonction des besoins des utilisateurs* ».

Quant au rapport Carayon (Carayon, 2003), il n'a pas non plus manqué d'aborder la question de l'information dans la partie consacrée à la compétitivité de la France où il a émis quelques propositions notamment celle concernant la facilitation de l'accès à l'information aux PME/PMI.

4- Méthodologie de la recherche sur le terrain

Vu la nature de l'étude (qualitative), nous avons jugé nécessaire de construire une grille de lecture. Pour cela, nous nous sommes inspirés de la méthode de « color insight » (Anon., s.d.) utilisée en prospective (voir l'explication de la méthode en annexe n° 01)

Afin d'atteindre nos objectifs de recherche, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs, car ces derniers constituent l'instrument le plus adéquat pour collecter les données dont nous avons besoin sur le terrain (voir le guide d'entretien utilisé en annexe n° 2). Ils ont l'avantage de déterminer au préalable les thèmes à analyser avec l'avantage de laisser la liberté aux interviewés de s'exprimer (Patton, 2001).

Notre recherche s'est basée essentiellement sur l'utilisation des *verbatim* des personnes que nous avons interviewées. Par la suite, nous avons jugé utile, pour des fins de compréhension et de vue d'ensemble, de construire la grille de lecture sous forme d'une table où nous avons placé les avis des interviewés en leur affectant une couleur comme suit :

- le vert pour les avis positifs;
- le bleu quand il y a un mélange d'avis négatifs et positifs;
- l'orange quand il n'y a aucun avis ou avis pas clairs ;
- le rouge pour les avis négatifs.

Après la collecte des données, nous avons rempli la grille de lecture en attribuant une couleur à chaque avis d'un interviewé. A la fin, nous avons eu une vue d'ensemble, une image de l'intelligence économique en Algérie.

4-1. Préparation de l'enquête sur le terrain

Avant de réaliser la recherche sur le terrain, nous avons inventorié les informations dont nous avons besoin afin de répondre à nos questions de recherche en sériant six axes que nous avons repérés et jugés importants pour une dynamique d'intelligence économique efficace (Belkacemi, 2018).

La sélection des interviewés s'est avérée difficile vu la difficulté de trouver un nombre important d'experts et de spécialistes de l'intelligence économique en Algérie, cela nous a emmené à opter pour l'échantillonnage boule de neige (Compte & Preissle, 1993), c'est-à-dire chaque interviewé nous a orienté vers une autre personne pouvant être concernée par l'enquête.

4-2. Pendant l'enquête (enquête sur le terrain)

Les entretiens se sont déroulés en langue française. Nous avons arrêté nos interviews quand nous avons atteint la saturation théorique. Au total, nous avons réalisé neuf entretiens.

L'échantillon interviewé est hétérogène, en effet, il est composé de:

- Trois enseignants/chercheurs universitaires en intelligence économique;

- une ex responsable qui a exercé dans la direction de l'intelligence économique du Ministère de l'industrie et un cadre qui travaille dans le même ministère ;
- deux hauts fonctionnaires qui travaillent au ministère de l'industrie ;
- une ex employée dans la division d'intelligence économique du ministère de l'industrie ;
- un employé de la cellule de veille du ministère de l'industrie ;
- un chef d'entreprise qui est aussi formateur en intelligence économique.

Quelques entretiens ont été enregistrés par téléphone pour faire objet de transcription, mais par réticence, certains ont refusé l'enregistrement d'où la prise des notes dans ces cas.

Le tableau suivant reprend la liste des interviewés (par confidentialité, nous mettons uniquement un code) ainsi que leurs profils.

Tableau 1: interviews d'experts réalisés en Algérie

Interviewé	Profil
S.S.	Enseignant/chercheur
M.F.B.	Entrepreneur/formateur
M.B.	Enseignant/chercheur
A.B.	Enseignant/chercheur
N.S. +N.R.	Ex. employée à la cellule d'intelligence économique du ministère de l'industrie et un cadre au sein du même ministère.
M.K.+M.BE.	Deux hauts fonctionnaires au ministère de l'industrie
K.B.	Un employé dans la cellule de veille du ministère de l'industrie

Source : adapté de (Belkacemi, 2018). p243..

4-3. Après l'enquête (traitement de données)

Pour chaque interview réalisée, nous avons rédigé un rapport.

- Concernant les entretiens avec prise de notes, ces dernières ont été développées pour avoir des textes clairs.
- S'agissant des interviews enregistrées, nous les avons transcrites.

Comme nous avons eu des textes très volumineux, nous avons eu besoin d'utiliser un logiciel qui nous a facilité le travail de l'encodage : il s'agit du logiciel RQDA.

Ce le logiciel nous a permis d'attribuer pour les verbatims le code adéquat, ainsi pour chaque thème, le logiciel nous faisait apparaître tous les dires lui correspondant permettant ainsi de faire un croisement des avis.

Il faut savoir que nous n'avons pas eu besoin d'étudier l'occurrence des mots vu la nature de l'étude. Nous avons analysé les propos des interviewés dans leur contexte.

Après la construction de la grille de lecture, nous avons analysé les résultats en reprenant les thèmes élaborés initialement. L'analyse s'est faite en faisant une triangulation des données en appuyant les données collectées sur le terrain avec d'autres études et recherches.

5- Résultats de l'étude de terrain

5-1. grille de lecture

Après transcription des interviews et leur mise en forme, nous les avons relus et analysés. Nous avons rempli la grille de lecture et obtenu le résultat suivant :

Figure 1 : grille de lecture de l'intelligence économique en Algérie

	Formation En intelligence économique.	PPIE	Système d'informati on national	Think-tanks et centres de recherche	Sensibilisation et implication des entreprises	Influence et synergie public-privé
S.S.						
A.B.						
M.F.B.						
K.B.						
M.K.+M.B.						
M.B.						
N.S.						

Source : (Belkacemi, 2018) p. 263.

Uniquement deux avis (2) sont positifs. Vingt (20) sont négatifs. Neuf (9) avis sont mélangés d'avis positifs et négatifs et douze (12) avis ne sont pas utiles. Cela donne une perception négative de la pratique de l'intelligence économique au niveau macro.

Nous analyserons la grille de lecture en détail comme suit :

5-2. la formation à l'intelligence économique en Algérie

La formation en intelligence économique reste insuffisante en Algérie. La première formation est celle de l'Université de la Formation Continue. Depuis quelques années, des formations en la matière sont assurées par l'Institut Supérieur de Gestion et de Planification- l'ISGP- et par l'Ecole Nationale Supérieure de Management –l'ENSM-. Nous n'avons pas pu dénombrer plusieurs formations.

Certaines écoles et universités ont pris l'initiative d'intégrer le module d'intelligence économique à l'instar de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales –HEC Alger- et l'Université d'Alger –Dely Brahim-.

Nous pouvons donner un bref aperçu sur les formations dispensées :

❖ La formation de l'Université de la Formation Continue l'UFC

Il s'agit de la première université qui a pris l'initiative d'assurer une formation en intelligence économique pour les chefs d'entreprise et les cadres d'Etat.

❖ **La formation de l'Institut Supérieur de Gestion et de Planification l'ISGP**

L'institut supérieur de Gestion et de Planification dispense une formation en intelligence économique destinée aux cadres d'entreprises et aux cadres universitaires qui ont une expérience professionnelle avérée.

❖ **La formation de l'Ecole Nationale Supérieure de Management ENSM**

L'Ecole Nationale Supérieure de Management dispense une formation dont l'intitulé est « *Management stratégique et systèmes d'information* » ; elle est destinée aux cadres d'entreprise et aux étudiants qui ont eu déjà une formation en sociologie, économie,...

Lors de nos interviews, on nous a fait savoir que la formation reste inadaptée et insuffisante en Algérie. Les raisons que nous avons pu recenser sont les suivantes :

- ❖ Les entreprises algériennes ne sont pas suffisamment sensibilisées à l'utilité de la pratique de l'intelligence économique ;
- ❖ Le besoin d'être formé à l'intelligence économique n'est pas ressenti.

Ce que nous avons aussi constaté, est que le peu de formations en intelligence économique qui existe reste concentré au niveau de la capitale alors comment assurer la formation des personnes situées hors Alger ?

5-3. La politique publique d'intelligence économique en Algérie

Les interviewés ont exprimé unanimement que l'Algérie souffre d'une carence en matière de politique publique d'intelligence économique –PPIE-. Cette politique est censée propulser la culture d'intelligence économique au niveau national. L'Algérie n'a pas tracé une politique bien fondée avec des outils puissants permettant de hisser l'Algérie au rang des pays émergents.

Uniquement une seule direction d'intelligence économique a été créée au sein du ministère de l'industrie. Au fil du temps, son rôle a beaucoup diminué d'où le changement de son nom en « *Direction de la Veille stratégique, des Etudes et des Systèmes d'information* ».

Suite à nos recherches, nous pouvons expliquer ce recul de la pratique en matière de l'intelligence économique comme suit :

- ❖ **Le management du ministère instable** : à chaque remaniement ministériel, le nouveau ministre affecté au secteur de l'industrie restructurait la direction de l'intelligence économique ce qui démontre encore une fois l'absence d'une politique publique d'intelligence économique.
- ❖ **Mauvais management des ressources humaines** : lors de nos recherches et au cours de nos entretiens, nous avons remarqué une certaine démotivation de certains cadres affectés au début du lancement de l'intelligence économique à la direction de l'intelligence économique du ministère et qui se retrouvent après affectés à d'autres directions, ce qui fait preuve d'un réel retard par rapport aux objectifs initialement fixés.

5-4. Un système d'information archaïque

A propos du système d'information national, les avis ont été totalement négatifs.

L'une des plus grandes difficultés qui constitue une entrave pour développer l'intelligence économique est la fragilité du système national de production de l'information.

Les rares institutions qui sont affectées à la production de l'information restent peu fiables et non coordonnées. Elles peuvent représenter une réticence dans la communication d'informations ; nous-même autant que chercheurs, avons rencontré des difficultés pour approcher quelques organismes et pour avoir des informations actualisées pour faire avancer nos recherches.

Un système national de production de l'information a pour rôle majeur d'alimenter les entreprises, les universités et de tout citoyen lambda en informations actualisées, validées et justes ; A travers nos interviews, le constat est qu'uniquement quelques sources d'informations satisfont les trois critères à l'exemple du Système National de l'Information et des Statistiques des douanes algériennes.

L'Office National des Statistiques Algérien qui est censé être le principal organisme qui diffuse les statistiques s'est écarté de son rôle. Ainsi, pour l'économiste Abdelmadjid Bouzidi, l'ONS (Office National des Statistiques) est un organisme qui suit les normes universelles et qui dispose d'un protocole correct dans les différentes phases suivies ; cependant, il présente plusieurs failles (Baaziz, 2015) :

- ❖ L'échantillon utilisé par l'ONS est faible : pour une enquête qui comprend 150000 ménages consultés en France, au Maroc 42000 ménages sont consultés et en Algérie 14900 uniquement ;
- ❖ L'économiste aborde aussi la non existence de garde-fous dont le rôle est de redresser et de corriger les statistiques ;
- ❖ La carence des statistiques par Wilaya, daïras et communes ;
- ❖ L'inexistence de synergie entre l'ONS et les différents ministères ;
- ❖ Le sous-emploi est non-évalué, notamment le travail dans les zones rurales.

5-5. Production de la connaissance par les think-tanks et les centres de recherche

Il existe peu de boîtes à idée en Algérie dont nous pouvons citer : l'Institut National d'Etudes de Stratégie Globale « INESG » et le Conseil National Economique et Social « CNES » qui sont censés jouer le rôle d'acteurs majeurs en matière d'analyse, d'expertise et de prospection sur les plans social et économique. D'autres think-tanks ont vu le jour par le biais de quelques initiatives individuelles, elles ont comme objectif de réfléchir sur la réforme du tissu économique algérien ; nous avons pu en dénombrer trois uniquement : Care, Ptolémé et Nabni.

Les interviewés nous ont fait remarquer aussi l'absence de synergie entre les pouvoirs publics et l'université sachant que cette dernière pourrait constituer une véritable boîte à idées.

De surcroît, nous constatons aussi l'insuffisance de pôles technologiques et de centres techniques industriels censés assurer le renseignement économique pour chaque secteur d'activité.

5-6. Sensibilisation et implication des entreprises

Davantage d'entreprises n'investissent pas beaucoup afin de développer l'intelligence économique. La tendance est de ne pas penser à moyen et à long terme mais d'investir dans une logique d'avoir des résultats immédiats.

Beaucoup d'entreprises n'ont pas créé des cellules d'intelligence économique ou de veille.

5-7. Synergie public-privé et influence

L'entreprise algérienne palpe l'obligation d'agir sur l'environnement dans lequel elle est partie prenante. Néanmoins, les obstacles de production de l'information représentent un frein majeur.

La synergie public-privé est inexistante. Malgré l'existence d'un forum de chefs d'entreprises FCE, mais ce dernier ne représente pas toutes les entreprises algériennes.

Concernant le volet juridique, le lobbying n'est pas encadré par les lois algériennes. Il a une perception négative.

Malgré une culture de réseau prédominante en Algérie, le lobbying au sens de la culture anglo-saxonne est quasiment inexistant.

6- Conclusion

De cet article, nous arrivons finalement à définir l'intelligence économique comme une dynamique qui permet de surveiller à la fois l'environnement, de sécuriser son patrimoine informationnel et d'agir sur l'environnement en sa faveur.

Pour un système d'intelligence économique national, des conditions minimales doivent être présentes simultanément :

- ❖ une politique publique d'intelligence économique bien définie ;
- ❖ une formation adaptée ;
- ❖ une synergie public-privé ;
- ❖ une production de la connaissance (think-tanks, centres de recherche, universités) ;
- ❖ la sensibilisation et l'implication des entreprises ;
- ❖ un système d'information national efficace.

Sur la base de ces conditions, nous étions portés à faire une recherche de terrain au niveau national en Algérie. L'enquête nous a fait dire que le constat est négatif et alarmant à la fois. Les avis négatifs (majoritaires) priment sur les avis positifs.

Après 13 ans d'existence officielle de l'intelligence économique en Algérie, la pratique de l'intelligence économique au niveau macro n'a pas encore atteint les règles de l'art.

L'Algérie doit créer une véritable stratégie nationale d'intelligence économique afin de rentrer bien « armée » dans la guerre économique que connaît le monde actuel.

Bibliographie

Anon., s.d. www.colorisight.fr. [En ligne]
Available at: <http://www.colorinsight.fr/>
[Accès le 31/01/2017].

L'intelligence économique en Algérie : bilan et analyses après
13 ans d'existence officielle

Baaziz, A., 2015. *Contribution à la réduction des risques liés aux décisions stratégiques dans les nouveaux environnements concurrentiels incertains: cas des entreprises publiques algériennes*. Marseille: Thèse de doctorat, Institut de Recherche en Sciences de l'Information et de la Communication, Université d'Aix-Marseille.

Baumard, P., 1991. *Stratégie et surveillance des environnements concurrentiels*. Paris: Masson.

Belkacemi, M. A., 2018. *L'intelligence économique en Algérie: de l'inspiration du dispositif national français aux prémisses de sa mise en oeuvre dans le contexte économique algérien. Généalogie, analyse de la situation actuelle et prospective..* Alger: thèse de doctorat, HEC Alger.

Besson, B. & Possin, J.-C., 2002. *L'audit d'intelligence économique, mettre en place et optimiser un dispositif coordonné d'intelligence économique*. s.l.:Dunod.

Bruté de Rémur, D., 2006. *ce que l'intelligence économique veut dire*. s.l.:Editions d'Organisations.

Carayon, B., 2003. *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, Paris: Documentation française.

Colletis, G., 2007. Intelligence économique: vers un nouveau concept en analyse économique?. *Cahiers Gres*, Issue 3.

Compte, M. & Preissle, J., 1993. *Ethnography and Qualitative design in educational research*. San Diego: Academic Press.

Daguzan, J.-F., 2004. pour en finir avec l'intelligence économique. *Revue de la Défense Nationale*, Issue 670, p. 91s.

Harbulot, C., 1992, *La machine de guerre économique*, Paris : Economica.

Harbulot, C., s.d. [En ligne]

Available at: <http://www.portail-ie.fr/article/572/Les-definitions-de-l-intelligence-economique>
[Accès le 25 11 2018].

Juillet, A., 2005. *Référentiel de formation en intelligence économique*. s.l.:s.n.

Marcon, C., Moinet N., 2007, *L'intelligence économique*, Paris : Dunod.

Marcon, C., Moinet N., 2008, Enseigner la stratégie réseaux, chap 3. in *Benchmark européen de pratiques en intelligence économique*, Paris : L'Harmattan.

Martre, H., 1994. *Intelligence économique et stratégie des entreprises*. Paris: La documentation française.

Mayer , R. & Cossé , P., 1990. *Information et compétitivité*, Paris: La documentation française.

Moinet, N., 2010. *petite histoire de l'intelligence économique: une innovation "à la française"*. Paris: L'Harmattan.

Moinet, N., 2011. *Intelligence économiques mythes et réalités*. Paris: CNRS éditions.

Moinet, N. & Bulinge, F., 2013. intelligence économique: vers une nouvelle dynamique de recherche. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n°03
(<https://rfsic.revues.org/598> le 15/11/2016 à 10:30)..

Pateyron, E., 1998. *La veille stratégique*. Paris: Edition Economica.

Patton, M., 2001. *Qualitative research & evaluation methods*. s.l.:Sage.

Revelli, C., 2000. *L'intelligence stratégique sur internet*. s.l.:Dunod.

Semani, A., 2016. *Les think-tanks, Réseroires d'idées et sources d'influence*. Alger: El Borhane.

Annexe 01 : Bref aperçu de la méthode color insight (Anon., s.d.)

Elle s'appelle également la méthode d'enquête abaque. Elle permet de réaliser la collecte des perceptions (avec arguments) des parties prenantes et des participants-experts dans le cadre d'une étude prospective et de les représenter dans des cartes colorées.

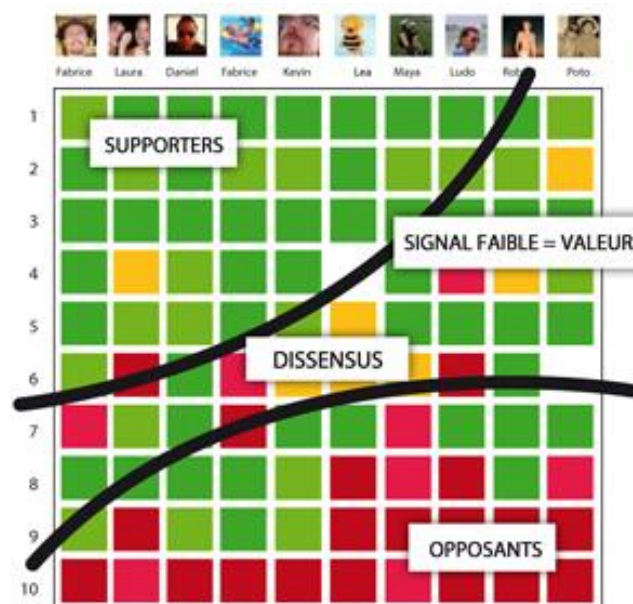
Premièrement, il faut formuler des items aux personnes qui exprimeront leurs avis pour chaque item et qui attribueront les couleurs suivantes :

- ❖ Le vert quand c'est d'accord ;
- ❖ Le vert clair quand c'est plutôt d'accord ;
- ❖ L'orange quand l'avis est partagé ;
- ❖ Le rouge clair quand c'est plutôt pas d'accord ;
- ❖ Le rouge quand ce n'est pas d'accord ;
- ❖ Le blanc quand il n'a pas le savoir pour répondre ;
- ❖ Le noir : il n'y a pas de volonté de répondre.

Ensuite, la grille sera construite en mettant les experts sur les colonnes et les items sur les lignes et à chaque intersection, nous mettons la couleur correspondante à l'avis de l'interviewé (x) à l'item (y).

A la fin, vient l'étape de l'analyse par plusieurs manières : détection des zones de consensus, construction d'histogrammes,...

Figure 1 : Exemple de la méthode de Color Insight



Source : (Anon., s.d.)(le 22/02/2017 à 19 :39)

Annexe 02: Guide d'entretien

*Ecole des Hautes Etudes Commerciale
H.E.C Alger*

Guide d'entretien¹

L'objet de l'étude

*Dans le cadre de la préparation de ma thèse de doctorat intitulée : **L'intelligence économique en Algérie : de l'inspiration du dispositif national français aux prémisses de sa mise en œuvre dans le contexte économique algérien.***

Généalogie, analyse de la situation actuelle et prospective.

Nous avons l'honneur de solliciter votre contribution et votre amabilité afin de bien vouloir répondre à ce questionnaire.

Notre questionnaire s'adresse aux formateurs, praticiens et chercheurs en intelligence économique, l'objet étant de connaître l'état de la pratique au niveau des hautes institutions publiques.

Question principale :

Comment évaluez-vous la situation de l'intelligence économique actuellement en Algérie ?

Cette question se décline en six grands volets qui sont les fondamentaux jugés nécessaires pour le développement de l'intelligence économique, à savoir :

Politique étatique d'intelligence économique

D'après vous, existe-t-il une politique nationale bien définie pour le développement de l'intelligence économique ?

sensibilisation et implication des entreprises

Pensez-vous que les entreprises fournissent suffisamment d'efforts pour s'approprier l'outil intelligence économique ?

sont-elles sensibilisées ?

La formation

Connaissez-vous les formations en intelligence économique dispensées en Algérie ?

Que pensez-vous de ces formations ?

Les think tanks et les centres de recherche :

Existent- ils suffisamment de pôles de recherche en Algérie ?

Existent-ils des think-tanks en Algérie? Quels sont-ils ? Et quel est leur rôle ?

Système de production de l'information

Existent- ils suffisamment d'organes de production de l'information en Algérie ?

Que pensez-vous des organes existants ?

L'influence et synergie public-privé

D'après vous, est-ce que les conditions sont réunies pour que l'entreprise agisse sur son environnement, en sa faveur ?

Que pensez-vous de la synergie public-privé en Algérie ?

¹ (Belkacemi, 2018)